

Deux mois avant de prendre la présidence de l'UE, la Roumanie se retrouve sur la sellette

Union européenne Le Parlement et la Commission ont exhorté le gouvernement roumain à respecter l'état de droit.

Alors qu'elle s'apprête à assumer la présidence de l'Union en janvier, la Roumanie n'a pas fini d'essuyer des critiques quant aux menaces qui pèsent sur l'état de droit, se retrouvant à nouveau ce mardi dans le viseur des institutions européennes. Le pays "n'a pas seulement bloqué son processus de réforme [judiciaire], mais a aussi régressé là où des progrès avaient été réalisés ces dix dernières années", a déclaré, sévère, le vice-président de la Commission, Frans Timmermans ce mardi. Le Néerlandais en charge des droits fondamentaux a ainsi résumé le rapport accablant dressé par l'exécutif européen, dans le cadre du Mécanisme de coopération et de vérification (MCV) censé améliorer l'indépendance des systèmes judiciaires en Roumanie et en Bulgarie les dernières à rejoindre le club européen en 2007. Pendant ce temps, le Parlement européen se disait "profondément préoccupé" par les mesures du Parti social-démocrate au pouvoir à Bucarest, dans une résolution adoptée à une large majorité ce même mardi en plénière à Strasbourg.

Une situation inédite

Qu'un pays qui s'apprête à prendre la présidence du Conseil de l'UE fasse l'objet de telles pressions "est une situation inédite", observe ainsi Paul Ivan, de l'European Policy Centre. "Mais c'est une situation que la Roumanie a elle-même créée, avec un gouvernement qui, ces deux dernières années, a été plus préoccupé par l'affaiblissement de l'état de droit que par toute autre chose." En effet, dans le rapport MCV, la Commission acte non seulement du manque de progrès dans la mise en œuvre des recommandations émises en janvier 2017 – soit au moment où le PSD a pris les rênes du pays –, mais en ajoute huit de plus pour pallier les dérives observées depuis. Ces recommandations supplémentaires exhortent la gauche populiste à "suspendre immédiatement" toutes ses réformes controversées de la justice et à "geler" l'implémentation des modifications apportées au Code pénal, qui "réduisent notamment le caractère infractif de la corruption".

L'exécutif européen demande également que toutes les "procédures de nominations et de révocations en cours pour les procureurs de rang élevé" soient suspendues. De fait, le gouvernement social-démocrate est parvenu à limoger Laura Codruta Kovesi, alors cheffe du Parquet anticorruption. Le 24 octobre, le ministre de la Justice a ensuite lancé une procédure de révocation du procureur général Augustin

Lazar, vu comme le dernier rempart face aux réformes des sociaux-démocrates.

Cette fois, le rapport MCV a même dû sortir de son strict champ d'application pour souligner l'importance "des médias libres et pluralistes". En effet, le gouvernement roumain a détourné le règlement général sur la protection des données (dit RGPD) pour contraindre le média Rise project à dévoiler ses sources, dans le cadre de son investigation sur l'affaire de corruption Tel Drum impliquant le maître du PSD, Liviu Dragnea. Refusant de se plier à ces demandes, Rise project risque 20 millions d'euros d'amende. Vendredi dernier, le Projet d'enquête sur le crime organisé et la corruption (OCCRP) a donc dénoncé "un sérieux abus du GDPR par des politiciens qui cherchent à se protéger".

Les recommandations émises ce mardi par la Commission et le Parlement européens risquent néanmoins de ne pas être du goût des sociaux-démocrates, qui semblent avoir pris en grippe l'Union. "Le MCV et la résolution du Parlement auront un impact politique sur la présidence roumaine de l'UE. Mais je ne m'attends pas à ce que le gouvernement roumain les respecte. Au contraire. On remarque un rapprochement avec les capitales illibérales d'Europe de l'Est qui vont soutenir le gouvernement roumain dans son refus de faire beaucoup de concessions", prédit le politologue Cristian Pirvulescu.

Une rhétorique anti-européenne

Sans attendre la publication du rapport MCV, le vice-président du PSD l'a qualifié "d'instrument incorrect et abusif utilisé contre la Roumanie". Un discours qui reflète la rhétorique de plus en plus euroseptique adoptée par le PSD. "Depuis 2016, les membres du gouvernement critiquent constamment l'UE. C'est un grand handicap. Cela en dit long sur leurs compétences européennes et leur engagement pro-européen. Je peux difficilement imaginer ces gens mettre de côté, pendant 6 mois, tout ce qui les concerne, donc l'affaiblissement de la législation dans le but de régler leurs déboires avec la justice, pour s'occuper du sort de l'Europe", s'inquiète l'eurodéputé roumain Cristian Preda, du Parti populaire européen.

La démission du ministre roumain des Affaires européennes Victor Negrescu, le 10 novembre, n'a fait que renforcer les inquiétudes quant à la capacité de l'exécutif roumain, instable politiquement et obnubilé par ses réformes judiciaires, à gérer la présidence de l'UE. Avant que le président Klaus Iohannis (centre-droit) ne déclare ouvertement lundi que "les choses sont hors de contrôle au gouvernement. La Roumanie n'est pas prête à assumer la présidence du Conseil de l'UE".

Maria Udrescu